



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 2 décembre 2015

La vérificatrice générale fait paraître son *Rapport annuel 2015*

(TORONTO) Aujourd'hui, la vérificatrice générale Bonnie Lysyk a déposé son *Rapport annuel 2015* à l'Assemblée législative de l'Ontario. Le Rapport couvre les résultats d'un vaste éventail d'audits de l'optimisation des ressources portant notamment sur la planification énergétique, les services de santé, les foyers de soins de longue durée, le bien-être de l'enfance, la planification en matière d'infrastructure, et le transport et la distribution de l'électricité.

« Le rapport cette année fait état du grand nombre de secteurs à améliorer afin de rehausser la qualité et la rentabilité des services du gouvernement et du secteur parapublic », a fait savoir M^{me} Lysyk.

Le Rapport renferme 14 audits de l'optimisation des ressources ainsi qu'un chapitre sur les rapports annuels des organismes du gouvernement et une section sur la dette publique.

Voici certaines constatations présentées dans le Rapport de cette année :

- Le nouveau système informatique utilisé pour l'administration de l'aide sociale—le système automatisé de gestion de l'aide sociale ([SAGAS](#))—a été lancé de façon prématurée, car il comportait de sérieuses défaillances qui ont coûté plus de 200 millions de dollars. Le dépassement de coûts s'est chiffré à près de 40 millions de dollars et des frais supplémentaires devront être engagés pour corriger les défauts. Le coût total du système s'élèvera à environ 290 millions.
- Le gouvernement a mis en place un processus, aux termes de *Loi sur l'électricité* et du règlement d'application, pour rédiger et approuver [un plan énergétique](#) à long terme, mais ne l'a pas suivi.
- Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée accuse un retard dans les enquêtes sur les incidents graves et les plaintes dans les 630 [foyers de soins de longue durée](#) de la province.
- La province n'a toujours pas corrigé de nombreux problèmes dans les 14 [centres d'accès aux soins communautaires](#) visés par le Programme de soins à domicile de l'Ontario, qui ont été relevés dans un audit effectué par notre Bureau il y a 5 ans.
- [Les Sociétés d'aide à l'enfance](#) ne respectent pas toujours les normes de protection provinciales, peuvent fermer des cas trop tôt et prennent trop de temps pour mener à terme les enquêtes sur les mauvais traitements possibles.
- [Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse](#) ne dispose pas de suffisamment d'information sur la qualité des soins fournis par les 47 Sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario afin de pouvoir les surveiller avec efficacité.
- Les 14 [réseaux locaux d'intégration des services de santé](#) de la province ont reçu le mandat de planifier, de financer et d'intégrer les systèmes de santé locaux, mais le ministère de la Santé et des Soins de longue durée n'a toujours défini le résultat final ni fixé de délai dans lequel l'accomplir.
- L'Ontario n'a pas adopté de plan coordonné ou de stratégie de financement pour l'assainissement des [sites contaminés](#).

- Le ministère du Développement du Nord et des Mines n'a pas su encourager de façon efficace l'exploitation minière dans la province, même si l'Ontario offre un taux d'imposition sur l'extraction minière de beaucoup inférieur à la moyenne nationale. Il doit aussi adopter un plan à long terme pour l'inspection et l'assainissement des chantiers miniers désaffectés.
- Ces dernières années, la fiabilité du réseau de transport et de distribution de l'électricité d'Hydro One laisse à désirer, pourtant les coûts ne cessent d'augmenter.
- Étant donné que la province compte dépenser plus de 120 milliards de dollars pour des travaux d'infrastructure au cours de la prochaine décennie, elle doit mieux définir et prioriser les secteurs auxquels affecter les sommes.
- De plus, 80 % des nouveaux fonds que le ministère du Développement économique, de l'Emploi et de l'Infrastructure a approuvés durant les 5 dernières années ont été octroyés aux entreprises qui avaient été invitées à présenter une demande.
- Même si en général les autobus scolaires représentent un mode de transport sécuritaire, il y a lieu de renforcer la surveillance du gouvernement afin de réduire encore plus les risques pour les élèves.
- Le ministère de la Recherche et de l'Innovation ne fait pas de suivi du montant total que les ministères et organismes investissent dans la recherche et n'évalue pas les retombées de la recherche financée. Il est alors difficile de déterminer si l'objectif d'optimisation des ressources a été atteint ou non.
- Les rapports annuels de certains des plus importants organismes de l'Ontario ne sont pas rendus publics en temps opportun ou, dans certains cas, ne le sont pas du tout. L'Assemblée législative ne dispose donc pas d'information à jour sur le rendement financier et les autres activités des organismes pour l'exercice écoulé.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(416) 327-1326

Des renseignements additionnels et le rapport au complet sont accessibles à www.auditor.on.ca

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.